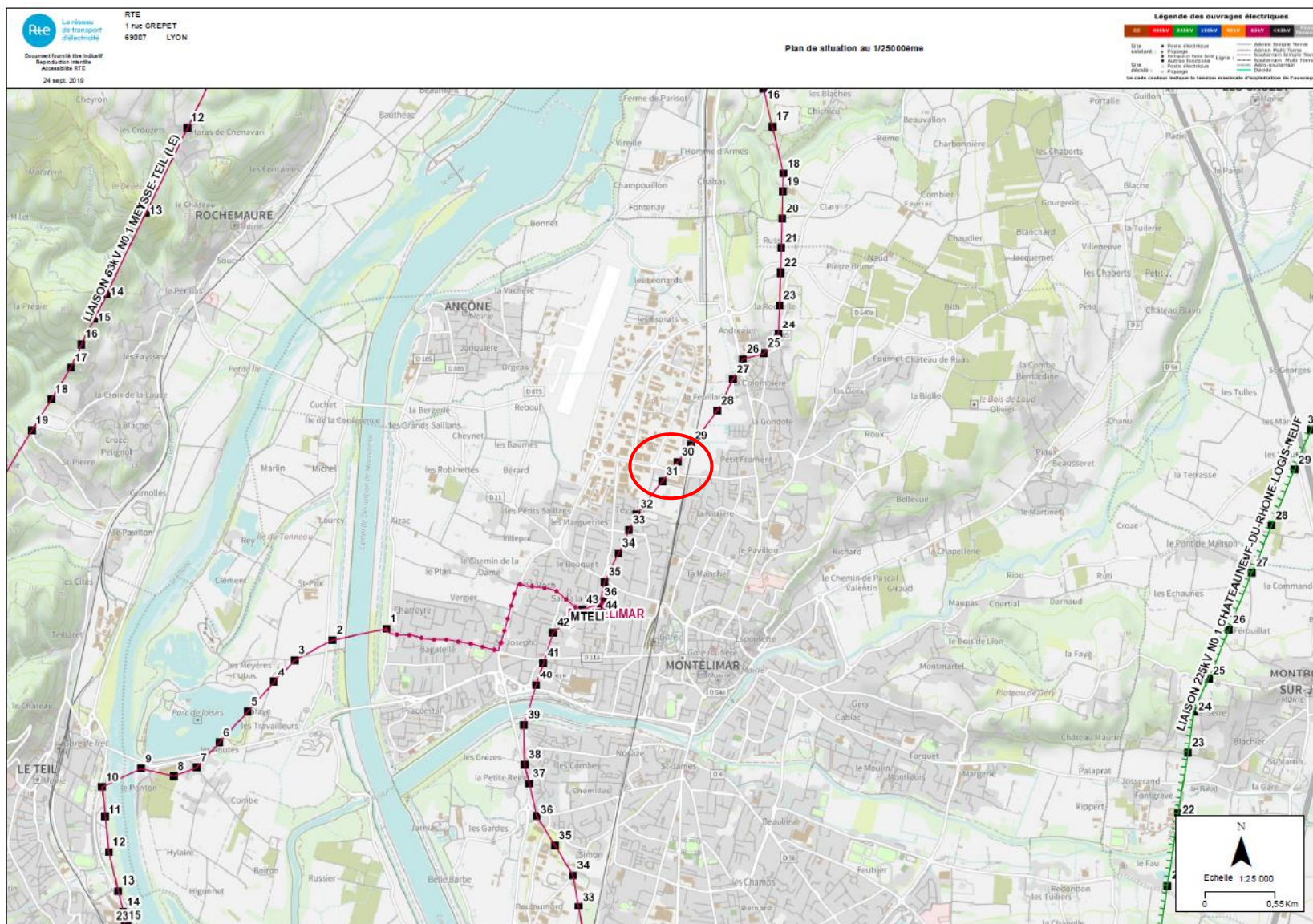


ID : 026-212601983-20200913-20200912\_303D-DE

## Affiché le







Vue aérienne de l'implantation du support 31 – Ligne électrique à 63 000 volts CHAMP DE L'AIGUE - MONTELMAR





## RESEAU PUBLIC DE TRANSPORT D'ELECTRICITE

### Pylône 31 – situation existante





RESEAU PUBLIC DE TRANSPORT D'ELECTRICITE

## Pylône 31 – situation projetée

Envoyé en préfecture le 17/09/2020

Reçu en préfecture le 17/09/2020

Affiché le

**SLO**

ID : 026-212601983-20200913-20200912\_303D-DE

Ligne 63kV : Champ de l'Aigue - Montelimar  
Situation projetée : Support n° 31N





## CONVENTION DE SERVITUDE

A16LA - n° 8

**Commune : MONTELIMAR**  
**Département : DROME (26)**  
**Ligne à 63 000 VOLTS CHAMP DE L'AYGUES - MONTELIMAR**

Entre les soussignés :

**RTE Réseau de transport d'électricité**, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 444.619.258, dont le siège social est situé Immeuble WINDOW - 7C, Place du Dôme 92073 Paris la Défense CEDEX,

Représenté par **Madame Marie SEGALA**, en sa qualité de **Responsable du Service Concertation Environnement Tiers** du **Centre Développement et Ingénierie de Lyon**, dûment habilitée à cet effet, faisant élection de domicile au **RTE - CDI LYON 1 rue Crepet 69007 LYON** ;

Ci-après dénommé "**RTE**".

d'une part,

Et

(PR) COMMUNE DE MONTELIMAR PLACE EMILE LOUBET LA MAIRIE 26200 MONTELIMAR

agissant en qualité de propriétaire, désigné ci-après par l'appellation "**le propriétaire**" ;

d'autre part,

Et

LA REGION AUVERGNE-RHONE-ALPES

agissant en qualité de gestionnaire du site (lycée) ;

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après désignée (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartient.

Commune		Section	Numéro Parcelle	Lieux-Dits	Nature des Cultures	Nature de l'Emprise
Code Insee	Nom					
26198	MONTELIMAR	ZB	0518	RUE DU BOUQUET		Pylône 31N

Les Parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de transport et de distribution d'électricité par les articles L. 323-4 et suivants et R. 323-1 et suivants du code de l'énergie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole, RTE et ERDF et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>** - Après avoir pris connaissance du tracé de la ligne à **63 000 VOLTS CHAMP DE L'AYGUES - MONTELIMAR** sur la parcelle ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à RTE les droits suivants :

- 1° Etablir à demeure **UN** support pour conducteurs aériens d'électricité, dont les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement de :

**Diamètre 2.50 mètres pour le support n° 31N sur la parcelle ZB 0518**

- 2° Faire passer les conducteurs aériens, et **NEANT** (2) liaison(s) de télé-information liée à l'exploitation de l'ouvrage électrique, au-dessus de la dite parcelle sur une longueur totale d'environ **63** mètres **EXISTANT**, se décomposant en :

**43 mètres EXISTANT entre le support n° 30 et le support n°31N sur la parcelle ZB 0518 ;**

**23 mètres EXISTANT entre le support n° 31N et le support n°32 sur la parcelle ZB 0518 ;**

- 3° Couper les arbres et branches qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des supports et conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Par voie de conséquence, RTE pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par elle, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Avertissement en sera donné aux intéressés par voie d'affichage en mairie et/ou d'avis publié dans la presse, et sauf cas d'urgence, préalablement aux travaux.

**Article 2** - RTE versera au propriétaire qui accepte, préalablement à la réalisation des travaux de la ligne électrique, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice des droits reconnus à l'article 1<sup>er</sup>, une indemnité de **CINQ CENTS EUROS**,

se décomposant de la façon suivante :

- Implantation du support n° **31N** : **500,00** euros ;
- Surplomb : **NEANT** euros ;
- Coupe et abattages d'arbres : **NEANT** euros au titre de l'article 1<sup>er</sup> 3° selon décompte joint ;

Toute nouvelle plantation réalisée par le propriétaire postérieurement à la signature de la présente convention sur les surfaces indiquées sur le décompte joint ne saurait faire l'objet d'une nouvelle indemnisation de la part de RTE en cas de nécessité de coupe ou d'abattage au regard des distances de sécurité par rapport aux ouvrages de RTE.

Toutefois, les dégâts qui pourraient être causés aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres dont l'indemnisation est assurée en vertu du présent article) feront l'objet d'une indemnité supplémentaire versée au propriétaire et fixée à l'amiable, ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

**Article 3** - Si le propriétaire se propose soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à RTE par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments permettant d'établir de façon certaine et définitive la faisabilité administrative et juridique des travaux en cause (certificat d'urbanisme, permis de construire...).

Si les ouvrages établis sur la parcelle ne doivent pas se trouver à une distance réglementaire de la construction projetée, RTE sera tenu de les modifier ou de les déplacer. Cette modification ou ce déplacement aura lieu à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de son projet.

Si RTE est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée en application du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 2 ci-dessus. En outre, si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés RTE sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

En outre, en cas de travaux particuliers du propriétaire, à l'intérieur du plan de zonage des ouvrages électriques déposé par RTE sur le portail Internet du « Guichet Unique » (1), le propriétaire devra remplir une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 4** - Le propriétaire sera dégagé de toute responsabilité à l'égard de RTE pour les dommages qui viendraient à être causés de son fait à la ligne faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux résultant de l'utilisation d'un véhicule à moteur ou d'un acte de malveillance.

En outre, si l'atteinte portée à la ligne résulte d'une cause autre que l'utilisation d'un véhicule à moteur ou d'un acte de malveillance et si des dommages sont ainsi causés à des tiers, RTE garantit le propriétaire ou, éventuellement, tout autre exploitant agricole contre toute action aux fins d'indemnité qui pourrait être engagée par ces tiers.

**Article 5** - En vertu de l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu aux articles L. 323-4 et suivants du code de l'énergie.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété.

**Article 6** - Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la parcelle.

**Article 7** - La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée de la ligne dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> ou de toute autre ligne qui pourrait lui être substituée sur l'emprise de la ligne existante.

Elle sera visée pour timbre et enregistrée gratis en application des dispositions de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement de la formalité de l'enregistrement.

Au cas où la ligne citée à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas réalisée, la présente convention sera nulle et non avenue et le propriétaire restituera à RTE l'indemnité perçue.

Fait à ....., le .....  
en quatre exemplaires  
(signatures précédées de la mention manuscrite "lu et  
approuvé")





GESTIONNAIRE  
DU RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE

CDI LYON  
GMR CEVENNES

LIGNE A 1 CIRCUIT 63 000 Volts  
CHAMP DE L'AYGUES - MONTELIMAR

**PLAN PARCELLAIRE  
(Extrait au 1/2500)**

DEPARTEMENT : DROME  
COMMUNE : MONTELIMAR  
Section : ZB Parcelle : 518

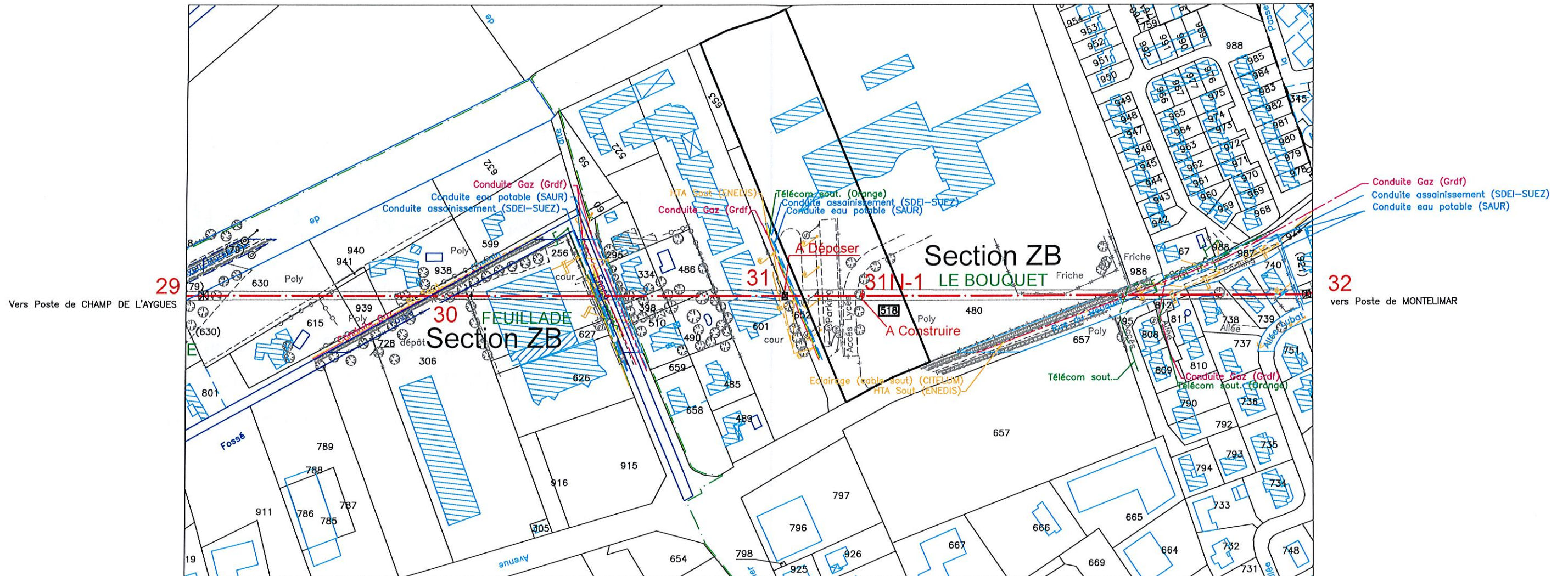
Légende :  Ligne d'énergie existante  
 Ligne d'énergie à déposer  
XXN Numéros des supports neufs à construire

Indice : A

RTE RESEAU DE TRANSPORT D'ELECTRICITE  
Centre de Développement et d'Ingénierie de LYON  
1, rue Crépet  
69007 LYON

Ce plan a été établi par la société  
ENGIE - INEO RESEAUX HAUTE TENSION  
16 rue des Broses - CS80090  
69623 VILLEURBANNE Cedex  
Tél: 04.72.90.81.00 - Fax: 04.72.90.81.09  
sous sa responsabilité  
en date du 30/10/2018





Pour le cas où le propriétaire ferait des travaux, quelle que soit leur nature, dans la bande de servitudes de la liaison aérienne ou à proximité de cette bande, il devra déposer une déclaration de projet de travaux et une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT), conformément à la réglementation en vigueur